

l'UQAM

L'aide aux chercheurs: 3 programmes à l'essai

A l'intention des chercheurs de l'UQAM, sur une base expérimentale, trois programmes d'aide financière viennent de démarrer: le premier subventionne les nouveaux projets liés au service à la collectivité, le second, les avant-projets F.C.A.C. et le troisième, les projets conjoints entre départements et unités institutionnelles de recherche, centres ou laboratoires. Au total, pour 1978-79, quelque \$80 000 émanant du FIR (Fonds institutionnel de recherche), dont la répartition a été confiée au Comité d'aide financière aux chercheurs de l'Université (CAFAC).

Pourquoi de tels programmes expérimentaux? M. Denis Bertrand, doyen des études avancées et de la recherche, explique: «Pareille expérimentation offre un double avantage: elle permet de vérifier la pertinence de ces politiques et de les adapter, avant de les couler dans le «béton» législatif; également, de répondre rapidement à des besoins immédiats. Car les délais administratifs impliqués dans l'adoption de nouveaux programmes découragent parfois certains chercheurs.»

Et de citer en exemple deux programmes expérimentaux, devenus permanents après rodage: les bourses d'études et contrats de recherches destinés aux étudiants de 2e cycle en sciences fondamentales ou appliquées, et les contrats de recherche pour étudiants de 2e cycle impliqués dans un projet de recherche non subventionné.

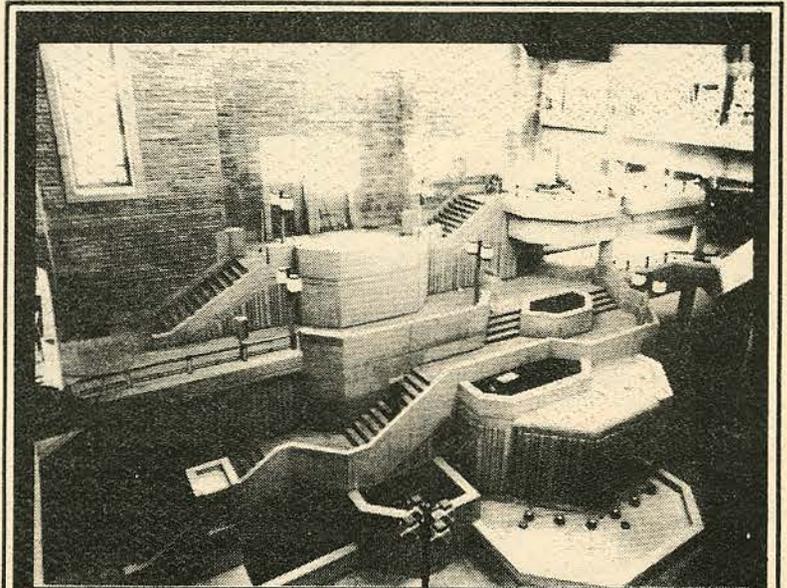
M. Bertrand rappelle la politique du FIR en matière d'aide à la recherche que viennent confirmer ces programmes expérimentaux: les sommes accordées aux chercheurs sont des octrois de démarrage, de transition ou de complémentarité; règle générale, elles doivent être suivies de demandes de subvention auprès d'organismes externes.

Le programme expérimental intitulé «Avant-projet F.C.A.C.» présente un caractère particulièrement urgent puisque les demandes doivent parvenir au CAFAC avant le 2 février. Son but: encourager la création de nouveaux projets F.C.A.C., aider les chercheurs à préparer les demandes pour améliorer leur qualité et accroître leurs chances de succès; également, permettre le démarrage de projets dès la session d'hiver 1979, soit plusieurs mois avant que les réponses parviennent du ministère de l'Éducation du Québec. Les subventions, de l'ordre de \$3000 à \$7000, seront attribuées pour six mois; conçues pour favoriser la recherche libre et la création de nouvelles équipes de chercheurs,

[la suite en page 2]



M. Denis Bertrand: «... pour répondre à des besoins immédiats.»



Lancez des noms!

L'Operation Designation se poursuit jusqu'au 24. Un participant, choisi au hasard, gagnera une bourse de \$500. Il s'agit de suggérer des noms pour le nouveau campus: deux pavillons, deux salles et la grande place centrale intérieure (ci-haut). Consultez les dépliants de l'Operation Designation à l'entrée des pavillons.

Conserver l'énergie: l'exemple français

«Chaque fois que, dans nos efforts pour conserver l'énergie ou en renouveler les sources, nous parvenons à sauver une tonne de pétrole ou de charbon, c'est autant de moins de pollution. C'est un bienfait pour l'environnement.»

M. Yvon Pageau, professeur au sciences de la Terre, a, dans le cadre d'une année sabbatique, passé plusieurs mois en France à visiter diverses implantations industrielles, des centrales thermiques, des centres expérimentaux: «Je me suis intéressé à ce qui est déjà opératoire et rentabilisé, où tout est ramené à l'unité TEP pour «tonne équivalent pétrole.»

C'est devant un auditoire invité par la direction du programme de maîtrise en sciences de l'environnement que M. Pageau a rendu compte de ses observations sur la pratique de la récupé-

ration et de la préservation de l'énergie en France, dans les domaines des rejets thermiques, de la force solaire, de la récupération du verre, des techniques d'incinération et de broyage, de la réutilisation des fumées et résidus de raffinage, ainsi que de la

géothermie.

En matière de rejets thermiques, à la centrale de Pierrelatte (usine de séparation de l'uranium), le surplus d'énergie thermique, au lieu d'être perdu, est canalisé pour le chauffage de serres d'où sortent des primeurs

— concombres, tomates — un ou deux mois avant saison.

A Grenoble, dans des serres recouvertes de neige, M. Pageau a découvert des fraises. Il fait mention d'un nouveau système, celui-là fait de tuyaux dans la

[la suite en page 2]

Pour rompre le silence

Atelier-radio sur le viol

C'est pour continuer à briser le silence, une seule fois rompu par le Comité-femmes de l'UQAM, autour d'un viol survenu au pavillon Louis-Jolliet en octobre dernier, que trois étudiantes du module de communication ont produit récemment une émission radiophonique.

C'est dans le cadre du cours de production radio (profil journalisme) animé par Gil Courteman-

che, que Lyne Kurtsman, Marie-Claire Dumas et Renée Ouimet ont conçu trente minutes d'informations sur ce sujet qui fait couler de plus en plus d'encre aussi bien dans les revues spécialisées, dans les écrits féministes que dans la grande presse.

Collant tout d'abord de près à l'événement, les étudiantes ont interrogé le recteur et la secrétaire générale de l'UQAM sur les raisons de leur mutisme dans cette affaire, le responsable du service de sécurité ainsi que le détective directement rattaché à l'enquête.

Selon Lyne Kurtsman et Marie-Claire Dumas, ce dernier entretien regorge de clichés: les femmes sont provocantes; si elles s'habillaient normalement, elles ne s'exposeraient pas à «des épreuves désagréables»; les hommes, c'est bien connu, sont aux prises avec d'énormes pulsions sexuelles; au fond, les violées aiment peut-être ça. «Surtout, ajoute Lyne Kurtsman, notre interlocuteur croit dur comme fer que tous les violeurs sont des désaxés.»

Mettant la hache dans ces préjugés, les étudiantes font ensuite état de sérieuses recherches effectuées dans le domaine qui révèle, à peu de choses près, les mêmes faits: le viol n'est ni un phénomène isolé, ni un événement rare. Plus des trois quarts sont prémédités et ont lieu lors de rapports sociaux tout à fait courants. Le violeur n'est ni un malade mental, ni un délinquant notoire mais bel et

bien, dans la plupart des cas, monsieur-tout-le-monde. La violée, madame-tout-le-monde.

Les réalisatrices ont abordé, en outre, l'aspect juridique du problème. Une avocate y fait le point sur l'article 135 du Code criminel et sur la jurisprudence concernant cette question. «Le viol est considéré comme le crime le plus grave après le meurtre, explique-t-elle, mais c'est la victime qui doit faire la preuve de son innocence. Plus elle a de marques physiques d'agression, plus elle peut invoquer le non-consentement. Sinon...»

Depuis 1970, rapportent les étudiantes, il y a recrudescence de viols au Québec. «Normal, répond le détective interviewé, tout est topless aujourd'hui!» Ce sont les attitudes culturelles tenaces qui fondent et entretiennent le silence sur le viol. C'est ce que concluent Lyne Kurtsman et Marie-Claire Dumas qui croient que l'agression des hommes est encore perçue comme une fatalité à laquelle les femmes n'ont qu'à se soumettre.

Des pistes de solution? «Que les femmes s'auto-organisent, s'auto-défendent, s'unissent et se parlent.»

Outre le plaisir qu'elles ont eu à effectuer la recherche et la réalisation de cette émission d'informations, Marie-Claire Dumas, Renée Ouimet et Lyne Kurtsman espèrent bien connaître le plaisir de la voir mise en ondes. A Radio-Clef, pourquoi pas?

Denise Neveu

«L'UQ à l'Ame»

Rue Saint-Alexandre, au fin fond du couloir du sous-sol, des tables à quatre, à six, à huit sous la lumière du jour tamisée par le rotin tressé; du café à quinze sous, de la tisane à dix sous, de la bière pour moins que rien, des croissants, des yogourts de toutes les saveurs. Et plein de monde en train de jaser, luncher, travailler. Professeurs, employés, étudiants surtout.

Depuis septembre 77, le café des sciences ouvre ses portes tous les jours de la semaine, de 9h à 17h. Son bon fonctionnement est assuré par le comité du café, formé de 15 étudiants provenant de huit modules de la famille.

Cette année, le café se métamorphose, les mercredis et jeudis soirs, en boîte à musique, à chansons, à paroles. C'est Brigitte Novack, étudiante en administration, qui a eu l'idée de l'«UQ à

l'Ame».

«L'«UQ à l'Ame» a été créé, dit-elle, pour permettre aux étudiants de l'UQAM de s'y produire, qu'ils soient du module de musique, d'art dramatique ou d'ailleurs. Du même coup, je voulais aussi donner une chance aux étudiants fauchés de voir de bons spectacles, à peu de frais.»

Pour le moment — chose plutôt rare en ville — l'«UQ à l'Ame» ne fixe aucun prix d'entrée. Les artistes ne récoltent donc que les fruits déposés dans le chapeau par des spectateurs mordus ou restés sur leur faim. En attendant mieux, Brigitte Novack ne lâche pas prise. En collaboration avec Sylvie Tourangeau, du module d'art dramatique, elle a mis au point une autre saison de spectacles.

Le trio Aristide donnait sa mesure la semaine dernière alors que les 24 et 25 janvier, Robert

Blais, du module d'art dramatique, présentera un monologue écrit par Pierre Quenneville: «Fleur rose». A la fin du mois, soit les 31 janvier et 1er février, sur fond de cithare, Diane Viens racontera «Un monde à tout le monde».

Février sera aussi diversifié: les acrobaties fantaisistes des Fous Braque, des chansons de Denise C. Carufel (du module d'art dramatique), des guitares, du jazz.

C'est au Centre d'accueil (282-4817), qu'on peut communiquer avec Brigitte Novack ou Sylvie Tourangeau si jamais on croit avoir du talent à revendre. C'est au pavillon des sciences, 1200 rue Saint-Alexandre, les mercredis ou jeudis soirs à 20h30, qu'il faut aller, si on a du temps dans ses poches.

D.N.

«Production de l'Etat et formes de la nation»

Pour Nicole Laurin-Frenette, du département de sociologie, écrire «Production de l'Etat et formes de la nation», c'est ni plus ni moins coucher sur papier une réflexion qui inspire son travail d'enseignement et de recherche depuis plusieurs années.

Dans la première partie de la publication parue aux éditions Nouvelle Optique, Mme Laurin-Frenette tente de formuler la question de la nation dans une problématique marxiste en proposant d'abord une relecture de certains concepts comme ceux de production, reproduction, classes.

Ce faisant, elle donne un bon coup de balai à un certain nombre de théories marxistes sclérosées, figées dans un froid dogmatisme. Tout en étant, à son avis, fidèle à l'esprit de Marx, elle redéfinit les postulats habituels dans une perspective qu'elle juge plus utile parce que plus collée à la réalité de notre société. «La plupart des théoriciens marxistes, observe l'auteur, tiennent à des concepts par une sorte de respect sacré, quasi-religieux. Ils ne leur font plus produire d'étincelles!»

Plus accessible aux lecteurs non-spécialisés, la seconde partie illustre certaines des hypothèses théoriques de la première section. Plus d'une centaine de pages sont consacrées à l'étude du nationalisme au Québec à diverses périodes de l'histoire: le régime français, de la conquête à la rébellion, l'Union et la Confédération, le Moyen-Age, la révolution tranquille et la conjoncture actuelle.

Amorçant une réflexion sur la période du Moyen-Age, la sociologue insiste sur la place et le rôle qu'y a tenu l'Eglise, principal appareil de contrôle et de repro-



duction. Cas assez original qui va peut-être plus loin, selon elle, que l'influence très grande que l'Eglise a pu exercer en Italie, en Espagne et ailleurs.

«Or, poursuit Mme Laurin-Frenette, les sociologues n'ont rien compris de cette situation sans précédent et ne se sont pas suffisamment préoccupés de ce monde qui a basculé au moment de la révolution tranquille. C'est un énorme trou de mémoire collectif.»

Dans un dernier chapitre, Mme Frenette trace les grandes lignes de la gauche au Québec, des

L'aide aux chercheurs... [suite de la page 1]

elles s'adressent à ceux qui n'ont pas bénéficié du programme F.C.A.C. (Formation de chercheurs et d'action concertée) l'année dernière.

Le décanat des études avan-

années 60 à maintenant. Son intention n'est pas de juger la gauche mais d'en témoigner dans la mesure d'une analyse sociologique. Pour résumer grossièrement, disons ceci: les projets de la gauche des années 60 — la vieille gauche — ayant été passablement intégrés et récupérés dans les programmes des partis politiques en place, elle avait à se réorienter. Or, la nouvelle gauche — celle des années 70 — a raté le tournant ou du moins n'a pas encore amorcé le virage. Elle est totalement déconnectée de la réalité.

«A bien des égards, écrit l'auteur, le discours que tiennent les groupes de gauche dans le contexte actuel, est une sorte de leçon d'archéologie du mouvement ouvrier, que ce discours porte sur le travail ou le capital, sur l'Etat ou le culturel, sur les femmes ou sur la question nationale.»

Conclusion pessimiste? «Non, proteste Mme Frenette. Il se passe toujours quelque chose. Rien ne s'arrête jamais. La gauche doit cependant faire le bilan, tirer des leçons et trouver de nouvelles voies d'engagement révolutionnaire.»

En ce sens, elle souhaite que sa récente publication nourrisse le débat théorique et politique au Québec, débat qui, à son avis, a tendance à s'étioler par les temps qui courent.

Denise Neveu

cées et de la recherche souhaite en outre que les chercheurs se rapprochent des besoins du milieu. D'où le programme expérimental subventionnant la recherche liée à la mission de service à la collectivité, adaptée par l'institution. Entre autres objectifs, il met l'accent sur le caractère universitaire et scientifique exigé de ces travaux malgré leur caractère «pragmatique». Il vise à encourager la participation d'individus ou de groupes externes à l'équipe de recherche, l'implication d'étudiants de l'UQAM, la diffusion des résultats sous forme de thèses, rapports, articles, cahiers de recherche, etc. Les sommes accordées varieront entre \$2000 et \$7000, pour une durée maximale de vingt mois, réparties normalement sur deux années financières. Dans ce cas également, les projets présentés dépendront du libre choix d'un ou plusieurs professeurs.

Quant au financement de nouveaux projets conjoints entre les départements et les centres ou laboratoires de recherche, il relève davantage de la recherche orientée. Ses objectifs sont les suivants: favoriser une plus grande collaboration entre une unité institutionnelle de recherche et un ou plusieurs départements oeuvrant dans les mêmes domaines: encourager la création de projets conjoints grâce à la mise en commun des ressources; inciter les parties intéressées à inventer de nouvelles formules d'entente qui permettent pareilles associations. Les montants octroyés, de \$4000 à \$10000, seront attribués pour des périodes plus ou moins longues selon les requêtes formulées par les équipes aux organismes subventionnaires externes.

«A ce jour, déplore M. Denis Bertrand, ces deux derniers programmes sont loin des succès escomptés: peu de demandes nous sont parvenues.»

C.G.



Dans 3 services: comité des usagers

Pour améliorer la qualité des services et adapter les ressources aux besoins de l'enseignement, des comités d'utilisateurs seront créés pour chacun des services suivants: audio-visuel, bibliothèque, informatique. Ainsi en décidait récemment la commission des études, à la demande du vice-recteur aux communications, M. Antonin Boisvert.

En fait, il s'agit d'officialiser et de systématiser une consultation qui s'effectue déjà, sous diverses formes, auprès des intéressés: tel le comité mis en place par les professeurs qui avise, déjà, depuis plusieurs années, la direction des bibliothèques sur leurs attentes et leurs priorités; tels ces deux comités qui assistent le service d'informatique sur les questions afférentes à l'enseignement et la recherche d'une part, sur les priorités et les normes de gestion d'autre part. Sans compter le comité ad hoc institué par la C.E. à l'intention du service de l'audio-visuel.

Toutefois, l'institutionnalisation de cette concertation est

rendue nécessaire à cause des contingences actuelles: restrictions budgétaires, accroissement du nombre d'étudiants, d'enseignants, de programmes, etc. Les nouveaux comités devront notamment définir les grandes orientations des services en regard des besoins des usagers, assurer l'adéquation entre la demande et les ressources, prévoir, au besoin, la centralisation et la décentralisation de certaines activités des services et en étudier les implications.

Chaque comité sera constitué de huit membres: un représentant de chacun des secteurs de l'Université, et deux autres personnes choisies par le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, parmi les utilisateurs. Les directeurs des services y siégeront à titre d'observateurs.

Là où des comités d'usagers sont déjà en place, les nouveaux comités seront institués graduellement, à partir de ceux déjà existants. Leur rôle sera consultatif, comme les précédents.

C.G.

lettres à l'Uqam

Aux professeurs et aux étudiants,

Au cours des semaines qui viennent, je me propose de travailler à l'UQAM comme photographe «libre» en vue de réaliser un reportage sur «La qualité de vie à l'UQAM». Un second volet de ce reportage sera réalisé l'an prochain quand l'UQAM occupera ses nouveaux locaux. Le but final de l'opération est de monter une exposition où seront confrontées ces deux séries de photos.

Pour mener ce travail à terme, la collaboration du personnel enseignant et des étudiants est indispensable afin d'avoir accès à la salle de

cours, au labo ou à l'atelier et m'autoriser à prendre des photos pendant la période de cours.

Vous pouvez cependant être assuré que ce travail se fera avec un maximum de discrétion: pas de flashes, d'éclairage artificiel ou de moteur. Malgré sa taille, le photographe se fera le plus petit possible!

Je vous remercie à l'avance de votre collaboration.

François Renaud
photographe
tél.: 843-6423

Les 10 ans de l'UQAM: des «fêtes» sans faste

«L'année 79 est marquée par l'heureuse conjonction de deux grands événements à l'UQAM. C'est d'une part, le 10e anniversaire de la première rentrée universitaire. Et d'autre part, l'inauguration du nouveau campus, présence physique imposante tant par sa position géographique — à l'intersection des lignes de métro — que par sa valeur de symbole: une réalité renouant avec l'origine de la tradition de l'enseignement universitaire, sur le site de l'emplacement premier de l'Université de Montréal», explique le directeur de l'information et des relations publiques, M. Michel Héroux.

Mais en cette époque de relative austérité financière, comment célébrer le tout sans faste et pourtant, de façon significative? Comment organiser des fêtes qui soient le fruit d'un vouloir collectif de toute la communauté universitaire? Comment préparer des réjouissances partagées également par le milieu environnant, les gens du quartier tout spécialement, et l'ensemble de la population de l'UQAM unie par un sentiment commun d'appartenance?

Comment en outre faire ressortir le rôle de l'Université, tant à Montréal que dans le Québec? faire connaître l'établissement, ses traits distinctifs, ses contributions à l'enseignement et à la recherche? sa mission de service à la collectivité?

La direction de l'UQAM a mis sur pied un comité des fêtes qui a pour tâche de préparer le programme des célébrations. Il est assisté de six sous-comités: les activités académiques et artistiques, les activités sociales et institutionnelles, les activités étudiantes, la population du quartier, les médias publicitaires, et enfin, les finances.

A ce jour, le comité responsable général étudie un certain nombre de suggestions. Par ailleurs, deux projets sont en marche: le symposium national sur la sexualité de l'enfant, et l'Assemblée internationale des secrétaires généraux d'universités, dont les assises se tiendront en septembre-octobre 79, en concomitance avec l'ouverture du campus centre-ville.

Y aura-t-il quelque chose comme une fête au village et avec le village? «Le nouveau campus est au coeur même de la vie des citoyens du quartier, et entre l'Université et le trottoir, il n'y a pas une barrière de trois milles de pelouse! Le monde qui passe va enfin «voir» l'UQAM, autrefois réduite à une abstraction, malgré ses 14 petits panneaux à la porte de ses pavillons dispersés. Et puis, il ne faudrait pas que l'Université ouvre ses portes comme l'a fait la Place des Arts en 63. Ceux qui y étaient savent de quoi je parle.», conclut M. Héroux.

C.A.

Conserver l'énergie... [suite de la page 1]

terre, en plein sol arable, d'où à son avis, l'opportunité d'utiliser les rejets thermiques des industries avoisinant des régions agricoles, comme Sidbec dans la vallée du Richelieu.

Pour la force du soleil, M. Pageau a, bien sûr, visité le fameux four solaire d'Odeillo, où, sur une surface équivalente à un bâtiment de 17 étages, d'immenses miroirs paraboliques suivent la course du soleil et concentrent 3 000 degrés de chaleur. Il cite aussi la centrale THEMIS qui, celle-là, transforme le solaire en 2 000 kw d'électricité, ainsi qu'une industrie de peignage de la laine du groupe Prouvost, où 100 capteurs solaires de 2m chacun chauffent les eaux de 30 à 60 degrés. Soit dit en passant, on fabrique en Europe des panneaux solaires à bon marché, comme ces chauffe-eau domestiques à tubes capillaires en plastique. Sous son aspect industriel, le solaire est économique à long terme.

Quant au verre, au lieu de dépenser de l'énergie pour en extraire le minerai des carrières (sables, grès), de le concasser et de dégrader le paysage, on récupère la production existante, tantôt par collecte par camions d'ordures ordinaires, tel le cas d'une ville de 10 000 âmes, tantôt par fonderie de bouteilles comme aux Eaux Perrier. En France, l'an prochain, on espère recycler 600 000 tonnes de verre, soit une économie de \$100 millions en TEP.

La réutilisation des fumées perdues sert, chez Mobil Oil de France, au pré-chauffage des hydrocarbures. Ceci, avec la réduction du volume d'eau de 10 à 1 en sept ans, a permis de hausser la production d'hydrocarbures de 4 millions de tonnes à 6, avec une augmentation du coût énergétique limitée à 12,5%. Enfin, dans le bassin parisien, on chauffe 10 000 logements par géothermie: eau chaude prise à une profondeur de 1 800 à 2 000 mètres: «Théoriquement, note M. Pageau, on sait qu'à chaque 30 m. on gagne un degré. Au Québec nous n'avons pas de données sur l'hydrogéologie, mais d'après moi, il existe des nappes phréatiques à basse température, soit quelque 15 degrés Centigrade.»

Claude Asselin

L'équipe de rédaction a l'entière responsabilité du contenu du journal, qui n'engage en rien la direction de l'Université du Québec à Montréal.

l'Uqam

volume V, numéro 15
22 janvier 1979

publié par:
section information
Université du Québec à Montréal
1199 rue de Bleury, Montréal
téléphone: 282-7040

rédaction: Claude Asselin, Claire Gauthier, Denise Neveu, Hélène Sabourin

photos: service de l'audiovisuel
Dépôt légal: premier semestre 1979
Bibliothèque nationale du Québec

Au LARSI

La coop d'habitation locative, une solution au problème du logement?

«Le problème de l'habitation au Québec et au Canada se pose de façon très différente d'il y a quelques années, à cause de la baisse démographique. Le besoin de construction résidentielle s'affaiblit et s'affaiblira davantage. D'un autre côté, la question du logement prend de l'ampleur avec d'une part, l'expansion rapide de l'urbanisation et d'autre part, l'accent mis par le gouvernement sur l'habitation. Il faut par conséquent dans les années à venir mobiliser les ressources vers la conservation et la qualité du stock existant des logements. Les coopératives d'habitation locative s'inscrivent dans la perspective d'améliorer et de conserver la qualité du logement déjà existant.», confie le directeur du LARSI (Laboratoire de recherche en sciences immobilières), M. Joseph Chung qui, en collaboration avec Madame Kim Anh Lam, travaille avec le groupe de recherche du quartier Viau, à Montréal, en vue d'examiner la viabilité de l'habitation coopérative dans ce secteur.

La coop d'habitation locative est un système en vertu duquel des coopérateurs se regroupent en vue d'acquérir des logements existants, de les restaurer si c'est nécessaire, et d'y demeurer comme locataires. Pour faciliter le démarrage de ces mouvements d'habitation locative, le gouvernement actuel du Québec, pour qui c'est une priorité, a jugé bon de mettre sur pied une vingtaine de groupes de recherches techniques (GRT). Ils se composent de volontaires de diverses formations: architectes, urbanistes, sociologues, etc. Chaque GRT reçoit une subvention allant jusqu'à \$50 000 par an, du Québec.

D'après les résultats préliminaires, il y a beaucoup de logements de bonne qualité qui

nécessitent très peu de restauration et coûtent suffisamment bon marché. L'âge moyen des bâtiments est de 20 à 30 ans, ce sont des duplex, triplex et quelquefois des quadruplex à loyers plutôt bas — entre \$100 et \$175 par mois — et dont les logements comptent en moyenne 3½ pièces.

Selon M. Chung, le nombre de logements restaurés par le mode de coop d'habitation locative est de 1 000 unités par année au Québec, alors que le Rapport Legault fait état de 350 000 à réaménager: «L'impact est très marginal. Pour se rattrapper, il faudrait restaurer 40 000 logements par an, en associant le secteur privé à l'entreprise. Mais comment inciter ce dernier à s'y intéresser, étant donné les divergences de vues avec les milieux coopératifs? L'Etat devrait donner une certaine incitation au secteur privé, soit par exemple par des dégrèvements de taxes, des subventions. Par ailleurs, comme un logement restauré vaut plus cher de loyer, le gouvernement devrait instituer un système d'allocation-logement pour empêcher que la hausse ne crève le plafond abordable.», conclut M. Chung.

C.A.



Toutes les semaines, les participants aux stages spéciaux font le point.

Enfance inadaptée

Projet d'intervention à la maison

En duo, spontanément: «D'une richesse inouïe!» Jeanne d'Arc Doucet et Nicole Guy, étudiantes en troisième année d'enseignement à l'enfance inadaptée, résumant ainsi leur participation au Projet d'intervention à la maison auprès de parents ayant un enfant handicapé physique de moins de cinq ans. Avec trente autres

étudiants, elles n'ont pas hésité à s'engager à fond dans cette expérience novatrice, conçue et animée par M. Jean-Marie Bouchard, professeur au département des sciences de l'éducation.

Il s'agit d'éprouver un nouveau modèle de formation des enseignants doublé d'un modèle inédit d'intervention à domicile. D'une pierre, deux coups. De Cowansville à Lanoraie, de St-Jérôme à Chambly, sans oublier Montréal, 64 familles bénéficieront, en cours d'année, des services d'étudiants des modules d'enseignement à l'enfance inadaptée et d'élémentaire. Au rythme d'une ou deux visites par semaine, ceux-ci tentent d'aider les parents d'enfants handicapés à élaborer et à appliquer certaines activités d'apprentissage.

Cela se fait en étroite collaboration avec les équipes multidisciplinaires des cliniques des déficits moteurs de trois hôpitaux qui leur réfèrent les familles: Ste-Justine, Marie-Enfant et Montreal Children's. Ces équipes sont habituellement composées d'un pédiatre, d'un neurologue, de spécialistes en ergothérapie, physiothérapie, orthophonie, psychologie et service social. L'étudiant accompagne parents et enfants lors des visites à la clinique et devient en quelque sorte le prolongement à domicile de l'équipe multidisciplinaire.

Sans compter les séances hebdomadaires de travail qui se déroulent dans des locaux prêtés par la C.E.C.M.: chaque stagiaire expose à ses collègues son cas, les difficultés et les progrès qu'il constate. Des solutions possibles sont avancées, débattues, sous la direction de M. Bouchard et de Mme Johanne Ledoux, professeur au module de travail social, qui a accepté de leur consacrer trois heures semaine.

Pour les étudiants impliqués, toute l'année universitaire a été orientée en fonction de ce projet: formation intensive en début de session, formation pratique préparatoire et implication dans les familles. Les programmes ont été adaptés en conséquence, en collaboration avec la famille formation des maîtres et les deux modules concernés. Une séquence de dix cours a été réservée expressément à ce groupe d'étudiants en vue de leur assurer une homogénéité de formation à l'intervention: M. Bouchard en assume quatre et l'UQAM fournit les trois autres charges de cours.

Cela comprend des activités portant sur l'analyse de modèles

d'intervention et sur les différents niveaux d'intervention au préscolaire, sur l'utilisation des ressources des parents et de la communauté environnante, sur l'élaboration, l'application et l'évaluation des apprentissages chez les moins de cinq ans, sur les caractéristiques du tout jeune handicapé physique, etc.

Qualifié d'audacieux par maints spécialistes, le Projet d'intervention à la maison s'est concrétisé grâce à une subvention de \$11 000 du FCAC (ministère de l'Éducation) et de \$4 200 du Fonds institutionnel de recherche de l'UQAM. L'idée cheminait déjà depuis un bon moment puisqu'une équipe dirigée par M. Jean-Marie Bouchard étudiait depuis septembre 1976 les besoins des parents dans ce domaine, recherche dûment subventionnée qui a abouti à l'élaboration du modèle d'intervention résumé ci-haut. La période de rodage prévue par M. Bouchard est de cinq ans.

Un des principes importants qu'il défend est le suivant: il faut reconnaître la compétence des parents dans le rôle d'éducation de l'enfant handicapé. Or, ceux-ci sont souvent fort isolés; le modèle les incite à modifier certaines attitudes et certaines attentes vis-à-vis leur enfant; cela permet aux autres enfants de jouer un rôle actif et positif auprès de leur frère ou leur soeur handicapé.

Pour les étudiants qui se trouvent plongés dans le vécu de ces familles, qui deviennent témoins de leurs drames, leurs inquiétudes et leurs progrès, l'expérience n'est pas banale: exigeante, passionnante, parfois douloureuse, jamais routinière. Les heures ne se comptent plus, ni les déplacements. Un difficile apprentissage qui se fait, semble-t-il, dans l'enthousiasme.

Claire Gauthier

Mme Christina Ionesco, professeur au département d'études littéraires de l'UQAM, animera un séminaire de recherche sur «Le réalisme socialiste et la littérature enfantine», au Centre interuniversitaire d'études européennes, le mercredi 24 janvier, à 16h, en la salle 8250, pavillon Philippe.

L'assemblée des gouverneurs de l'UQ a nommé M. Robert Anderson, directeur du département de mathématiques à l'UQAM, à titre de responsable d'enseignement ou de recherche au Conseil des études, en remplacement de M. André Hupé, pour une période de deux ans.

«La sexualité de l'enfant»

L'organisation, par le département de sexologie, du symposium national sur la sexualité de l'enfant, va bon train. Quelque neuf mois avant sa tenue (les 7-8 et 9 septembre 1979), on a tracé les grandes lignes d'un pré-programme et l'on s'apprête à ouvrir, dès la mi-février, la période d'inscription pour le millier de participants attendus. Une soixantaine de chercheurs ont assuré le département de leur présence cependant que les «gros canons» n'ont pas encore confirmé leur participation.

Les énergies de l'équipe responsable sont surtout consacrées à la préparation des débats scientifiques, coeur du symposium, tandis qu'un certain nombre de gens s'affairent à la mise en place technique des activités para-symposium.

Ce sont les problèmes budgétaires qui affectent le plus jusqu'à

maintenant le calendrier des travaux. Les gouvernements fédéral et provincial n'ont pas encore donné signe de vie; les organismes-parrains y sont allés, en très grand nombre, de leur soutien moral sans toutefois apporter l'aide financière souhaitée; le dossier pré-symposium n'a pu être mis en marche, faute de rémunération à offrir aux étudiants, moins empressés au travail bénévole qu'on ne l'aurait cru.

L'on sait d'ores et déjà que les frais d'inscription au colloque seront de l'ordre de \$100 et qu'une politique sera bientôt arrêtée par le département permettant aux étudiants de moyenner, en quelque sorte, leur inscription en échange d'un certain nombre d'heures de travail avant et pendant le symposium. D.N.

Un programme MBA dès l'été

Dès l'été 1979, l'UQAM offrira un programme de maîtrise en administration des affaires. Formation accélérée d'une durée de douze mois, le programme que dirigera M. Yvon-G. Perrault, du département des sciences administratives, prépare des managers-cliniciens, aptes à une gestion pratique au sein des entreprises. Les méthodes et outils pédagogiques employés tendent à mettre en valeur les aptitudes des futurs gestionnaires dans leurs rôles d'informateurs et de preneurs de décisions de même que dans leurs rapports interpersonnels.

En plus d'avoir complété un cours de 1er cycle, le candidat doit avoir au moins quatre ans d'expérience en administration, ou, si on lui reconnaît une grande expérience administrative, il pourra être admis sans diplôme de premier cycle.

Le programme, inspiré par une vue globale de l'organisation et de la direction, comporte l'enseignement de toutes les disciplines de base ainsi que des processus

rationnels de gestion des ressources. Il prévoit en outre un apprentissage des technologies et des environnements qui différencient les organisations. Il comporte trois sessions échelonnées sur douze mois seulement, pour l'étudiant inscrit à plein temps. Il comprend un tronc de cours en commun, de même qu'un certain nombre de cours facultatifs de spécialisation. On essaie ainsi d'assurer l'harmonie entre le degré de spécialisation et les qualités de mobilité et d'adaptation que requièrent les organisations d'aujourd'hui.

La gestion du nouveau programme de maîtrise en administration des affaires se fera en collaboration avec des administrateurs de carrière qui ont accordé leur participation comme membres d'un comité conseil dont l'existence contribuera à rapprocher l'entreprise de l'Université ainsi qu'à ouvrir la voie du monde des affaires aux futurs diplômés.

Le comité conseil se compose

de: M. Gilles Bacon, Société d'énergie de la Baie James; Madame Jacqueline Boileau, secrétaire adjointe, Bell Canada; Madame Marie-Josée Drouin, directrice générale, Institut Hudson du Canada; M. Guy Dufresne, vice-président au marketing, Consolidated Bathurst; M. Jean-Guy Dutil, vice-président de la succursale de Montréal, Montreal Trust; M. Paul-A Fortin, directeur général adjoint, Office de planification et de développement du Québec; M. André Grou, vice-président exécutif, SORES inc.; M. Yvan Jacques, sous-ministre adjoint, ministre des Richesses naturelles du Québec; Madame Dorothy Pertuiset, Direction générale de la mise en valeur des ressources naturelles, ministère de la Fonction publique; M. Roger Philipps, président, Société d'électrolyse et de chimie Alcan. M. Claude Perron, président des Messageries CN, assumera la présidence et la coordination du comité conseil.

Emplois d'été: il faut faire vite!

La date limite pour la présentation des projets «Jeunesse Canada au travail» est proche: le 2 février. Mais, selon Lucie Dagenais, agent de recherche spécialement déléguée auprès de la population de l'UQAM, ce laps de temps suffit pour préparer et proposer sa demande.

«Ceux qui auraient des problèmes de dernière minute peuvent me rencontrer mardi matin, 23 janvier, au service de placement de l'Université. Ou prendre contact avec notre bureau de main-d'oeuvre fédéral (270-4161)».

Lors d'une session d'information qui se tenait le 11 janvier, Mlle Dagenais a pu expliquer aux 150 étudiants qui s'y trouvaient tous les détails concernant les objectifs du programme, les critères d'admissibilité, les conditions d'embauche, de salaire, la durée du projet, etc. Ces renseignements sont contenus dans un dépliant («Programme Jeunesse

Canada au travail») distribué dans les Centres de main-d'oeuvre du Canada. On peut aussi se le procurer au service de placement de l'UQAM (pavillon Riverin II, 4e étage).

Mlle Dagenais rappelle que le budget consacré à ce programme de création d'emplois est, en 1979, de l'ordre de \$18 millions et demi pour l'ensemble du Québec. L'île de Montréal en prend un bon morceau: \$4 millions et demi environ. «Le budget est réparti par circonscriptions fédérales (comtés). Celles ayant un taux de chômage élevé et des problèmes sociaux chroniques sont privilégiées, souligne Mlle Dagenais, l'un des objectifs étant que les projets aient un impact sur l'environnement social, physique ou culturel.»

«Les projets soumis par les individus ou les groupes sont étudiés par une Commission consultative formée de onze per-

sonnes impliquées dans le milieu (circonscription) et nommées par le député. Cette commission dresse une liste de projets rencontrant d'après elle les critères d'admissibilité, puis elle présente cette liste au ministre de l'emploi et de l'immigration, qui en dernière analyse, accepte ou rejette les projets.

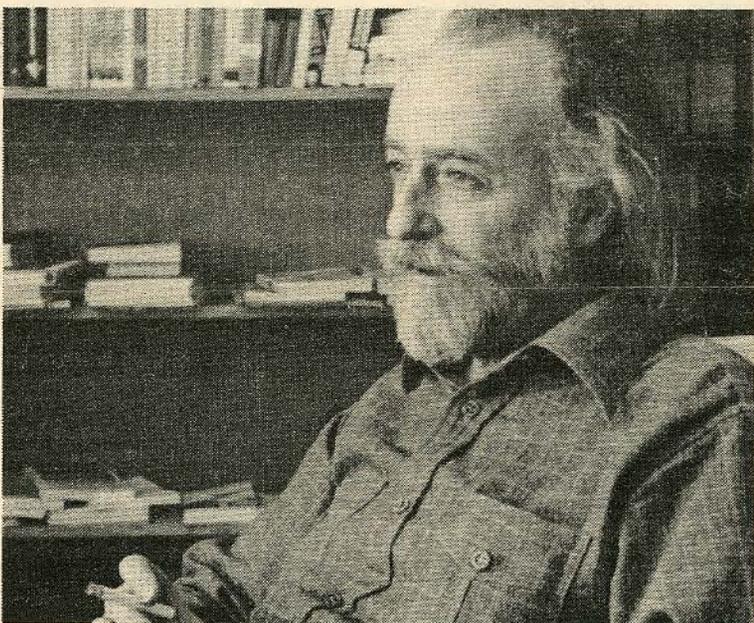
Les étudiants y voient-ils ou craignent-ils l'ingérence politique au niveau des comtés par exemple? Mlle Dagenais dit que pas un étudiant présent à la réunion d'information n'a soulevé cette question. «Ils se sont informés de détails spécifiquement techniques. Et ils ont particulièrement abordé les questions de durée des projets (maximum de 18 semaines), de salaires (\$181 pour le responsable du projet; \$139 pour les employés). Et, bien sûr, des questions relatives à la préparation même du projet et à sa rédaction.»

Un labo d'économie politique en voie de formation

«Elaborer une problématique commune qui fasse éclater l'hermétisme particulier de chacune de nos sciences humaines.» M. Alfred Dubuc, professeur au département d'histoire, présente en ces termes un des objectifs que poursuivront les membres du Laboratoire d'économie politique, en voie de formation. Il est responsable de la coordination du comité de travail constitué à cette fin, composé de six professeurs issus des disciplines suivantes: science politique, histoire, sociologie, sciences économiques, sciences juridiques, études urbaines.

Ce comité, constitué en décembre dernier, a pour mandat de dégager les thèmes communs à cette unité de recherche, de penser à un mode de fonctionnement, d'envisager les activités qui pourraient être entreprises à moyen terme, etc. En résultera un projet qui sera soumis à la commission des études au printemps.

L'étude des phénomènes économiques, dans un tel Laboratoire, tiendrait compte de leur contexte social, culturel, politique, historique: «La vie économique n'est pas une abstraction, estime M. Dubuc. Les hommes entrent socialement en relation



M. Alfred Dubuc: «Décloisonner les sciences humaines.»

dans ce type d'activité; ils font de la production, échangent, subventionnent et consomment des produits. La propriété des moyens de production, leur direction, l'exploitation des travailleurs ne sont pas des problèmes abstraits liés au commerce inter-

national, mais des réalités concrètes d'impérialisme, de dépendance.»

La difficulté de cette approche tient, à son avis, à l'hermétisme des frontières érigées dans toutes les universités entre les disciplines des sciences humaines. «Pourtant, notre objet d'analyse est le même: l'homme en société. Mais comme chacune de ces démarches scientifiques fait appel à un langage spécifique et spécialisé, il est très difficile de se rejoindre. Or, pour avoir une idée juste d'une réalité, la société québécoise, par exemple, il faut tenir compte de tous ses aspects.»

«A l'UQAM, ajoute-t-il, cette difficulté se complique à cause du rattachement des sciences économiques à une autre famille que les sciences humaines: «Les rapports avec les collègues de cette discipline sont plus ardues, ce qui suscite des problèmes de coordination, tant au chapitre de l'enseignement que de la recherche.»

Il précise: «Dans un premier temps, les participants au Laboratoire d'économie politique devraient mettre en commun leurs recherches individuelles, puis déboucher rapidement sur une problématique et des recherches communes.»

C.G.

les gens d'ailleurs...

Michel Richardson

«Je veux me confesser», a d'abord dit M. Michel Richardson, professeur de reliologie à l'Université de Toronto. Et de quoi, mon dieu?

«Du fait que j'ai appris davantage à l'UQAM, en trois mois, que pendant mes quinze premières années d'enseignement à Toronto et à Harvard.»

«Ce qui est particulier à l'UQAM, c'est la capacité qu'ont les professeurs d'aborder les questions religieuses scientifiquement. C'est-à-dire sans s'appuyer sur les catégories ou les méthodes théologiques. A Toronto, les professeurs sont pour la plupart eux-mêmes des théologiens traditionnels qui s'identifient très consciemment à une église donnée.»

«Ici, on a réussi à créer des méthodes et des approches qui dérivent de paradigmes ou modèles s'apparentant aux autres sciences. D'où une objectivité, une possibilité de voir les dimensions nouvelles de la création humaine. A partir de ces catégories, on peut analyser non seulement le fait religieux, mais chercher dans les faits non religieux ou a-religieux la dimension transcendante. Par exemple, dans les arts et la politique.»

Premier invité à participer aux échanges inter-universitaires UQAM/Université de Toronto, M. Richardson donnait pendant le semestre d'automne deux séminaires, l'un portant sur les méthodologies, l'autre sur Jeanne D'Arc comme symbole nationaliste.

«Mon hypothèse de travail était celle-ci: voir comment le symbole de Jeanne D'Arc avait été ou pouvait être utilisé dans la lutte du Québec pour l'indépendance vis-à-vis du Canada anglophone.»

«L'idée m'en était venue au cours de visites effectuées ces dix dernières années au Québec. J'avais remarqué que la statue de Jeanne D'Arc se retrouvait en bonne place dans plusieurs églises, dans des cimetières, au Musée de Cire. A l'église Notre-Dame, un détail m'avait particulièrement intéressé: l'inscription jointe à la statue de Jeanne, placée à gauche de l'autel, mentionnait: «Don de l'Union nationale.» Les recherches des étudiants devaient cependant indiquer que la statue n'avait pas été donnée par l'Union nationale, parti politique, mais par l'Union nationale française, association de Français établis au Québec.»

Poursuivant les recherches (signification des noms de lieux et de baptême; particularisme de certains ordres religieux, etc.), l'équipe a mis en évidence qu'au Québec «le symbole de Jeanne D'Arc n'avait pas été utilisé par les Québécois dans leur lutte contre les anglophones, mais par les Français, comme symbole de la France. De la nation française. Et pour cette raison, tout à fait en marge des aspirations québécoises pour l'indépendance.»

M. Richardson va plus loin: «Au Québec, il nous paraît que Jeanne D'Arc a été utilisée comme symbole de la France contre le Québec même... je dirais



utilisée par les francophones contre les québécois.»

Il raconte: «Tout près de Montréal, il y a un cimetière où se trouve une statue de Jeanne D'Arc à l'intérieur de laquelle on a placé de la terre ramenée de Verdun, en France. Plusieurs Français, écartant l'idée de reposer pour l'éternité dans le sol québécois, demandent d'être enterrés dans ce cimetière. Dans la terre française.»

Ainsi identifié aux «intérêts français non intégrés», le symbole de Jeanne D'Arc est demeuré sous-développé, dit M. Richardson. «On aurait, je pense, avantage à le développer. Par exemple, pour symboliser le droit du peuple québécois d'avoir sa terre.»

«Pour Jeanne D'Arc, la question de la terre était vitale. Jeanne D'Arc n'a pas combattu les Anglais, elle a combattu les Anglais en France. Elle a dit: retournez chez vous, Dieu a créé l'Angleterre pour les Anglais et la France pour les Français. Elle a voulu établir les droits de la souveraineté des Français sur toutes les terres de France. C'est pour cette raison qu'elle a été tuée par les Anglais et par la Faculté catholique de théologie de l'Université de Paris, non pour hérésie. Les intérêts étaient politiques. C'est exactement comme aujourd'hui, non?»

«Dans l'optique des historiens contemporains, Jeanne a probablement été la première nationaliste française.»

M. Michel Richardson est à l'UQAM pour le second semestre. Il anime un séminaire sur le «Christianisme contemporain au Québec: transformation de l'expérience religieuse.»

Les échanges inter-universitaires UQAM Université de Toronto ne sont pas à sens unique, puisqu'un professeur des sciences religieuses de l'UQAM passera aussi deux semestres (automne-hiver 79/80) au Religious Studies de Toronto.

Propos recueillis par Hélène Sabourin

Initiation à la technique de l'ordinateur

Les enseignants de l'UQAM qui souhaitent s'initier à PLATON peuvent s'inscrire à l'un des cours conçus à cet effet, les 26 janvier, 2 ou 9 février. Chaque cours dure une journée complète, de 10 heures à 16 heures. Les participants apprendront à connaître et à manipuler ce système informatique complet, utilisé tant pour la recherche, la communication que l'enseignement.

PLATON est en effet doté d'un langage, d'un réseau de communication et d'une banque de cours appelée «didacticiel». Cela permet, entre autre, d'individualiser l'apprentissage, en adaptant l'acquisition des connaissances au rythme et aux besoins de chacun. Cours pratiques axés, notamment, sur les différentes grilles

utilisées, la «médiatisation» du texte, la façon de structurer une leçon et enfin, la schématisation informatique.

Le participant sera invité à créer lui-même ses propres affichages, à partir de notions acquises pendant la journée. Il travaillera directement sur un terminal. Aucune expérience préalable n'est requise pour entreprendre cette démarche d'initiation à la technologie de l'ordinateur.

M. Michel Cartier, professeur au département des communications et responsable de la station PLATON, précise qu'une deuxième série de cours se tiendra au printemps à l'intention, cette fois, des étudiants. Au téléphone: 282-7882 (6872 ou 7730).

Les membres de la commission des études

Les membres actuels de la commission des études sont: MM Claude Pichette (recteur), Michel Leclerc (vice-recteur) à l'enseignement et à la recherche, Denis Bertrand (doyen des études avancées et de la recherche), Mme Claire McNicoll (doyenne des études de premier cycle), MM Jean-Pierre Cheneval,

Maurice Soulière, Clément Picard, Jacques Labelle et Jean-Louis Houle (professeurs) et M. Ygal Leib (registraire), membre non-votant. Un poste est actuellement vacant et doit être comblé sous peu par une personne assumant des tâches de direction en enseignement-recherche.